

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, pour le HRWG

Commentaires.

Les vieilles nouvelles continuent d'apparaître. Les lecteurs réguliers des *Nouvelles de HRWG* sauront que dans le passé quelques questions nouvelles sur les archives de la seconde guerre mondiale sont regroupées sous le titre de la guerre, tout simplement parce qu'il y en a eu beaucoup. Mais nous voyons aussi beaucoup d'histoires sur les archives qui ne sont pas ouvertes. "Good lectures" dans ce numéro contient une plainte d'un historien turc sur le manque d'accès aux archives relatives à la Turquie lors de la première guerre mondiale, qui aurait été amplifiée par les chercheurs qui tentent de comprendre ce qui s'est passé pendant la période du génocide arménien. La Turquie n'est pas le seul pays, bien sûr. Par exemple, en novembre 2014, le Ministère de la défense de l'Espagne a refusé de déclassifier les archives de la guerre civile des années 1930 et de la dictature de Francisco Franco, disant qu'il avait "des ressources insuffisantes pour analyser leur contenu." Une affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme a été introduite par Mikhail Suprun qui, avec l'archiviste qui lui a fourni les archives, a été condamné par un tribunal russe pour avoir violé des informations 'personnelles et secrètes de famille' tout en étudiant des cas d'allemands ethniques qui ont été réprimés et engagés dans des colonies spéciales dans l'oblast d'Arkhangelsk pendant et après la deuxième guerre mondiale. Les Archives de l'armée japonaise pendant la seconde guerre mondiale ne sont disponibles que de façon sélective.

D'autres pays et institutions internationales ouvrent les archives du début du XXe siècle sans problèmes. En 2014, par exemple, l'Organisation des Nations Unies a ouvert les archives de la Commission sur les crimes de guerre de la seconde guerre mondiale; les archives du chemin de fer français lors de la seconde guerre mondiale, qui ont transporté des victimes aux rafles qui ont conduit à des camps d'extermination allemands, ont été ouvertes; le Vatican a promis d'ouvrir ses archives de la deuxième guerre mondiale. Le personnel et les archives relatives du NSDAP (parti nazi de l'Allemagne) et de ses organisations affiliées et les activités de la Fondation du parti en 1920 jusqu'au 1945 sont ouvertes au public aux Archives nationales des États-Unis depuis deux décennies.

Pensez aux questions qui pourraient être au moins quelque peu clarifiées par la publication de tous les documents gouvernementaux au cours de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, les acteurs intellectuels derrière les guerres de la première moitié du XXe siècle sont morts depuis longtemps, et la plupart des participants encore vivants étaient des jeunes conscrits. Si nous pouvions convenir que les documents du gouvernement au cours de la seconde guerre mondiale seraient ouverts sans autre examen, considérez ce qui serait disponible: nous pourrions mieux comprendre les massacres de la guerre civile espagnole, le point de vue turc lors des attaques contre les Arméniens, l'organisation de l'armée japonaise des centres de "femmes de confort" à travers l'Asie, les purges en Union soviétique. Bien que nous n'ayons pas les archives de la fin, souvent sanglante, du colonialisme, nous en saurons plus sur l'administration des colonies que nous faisons maintenant. Et même si nous continuons à fermer les dossiers relatifs aux pensions pour les personnes qui sont encore en vie, nous en saurons beaucoup plus sur les personnes qui ont vécu pendant ces décennies turbulentes.

Comme Mélanie Altanian le souligne dans sa récente publication pour Swisspeace, «Archives contre le déni du génocide?» l'ouverture des archives ne garantit pas du tout que les archives seront comprises ou crues: il y a à la fois une utilisation sélective du matériel archivistique et le déni de la preuve particulière à prendre en compte. Mais il est certainement préférable de discuter des archives que tout le monde peut utiliser en des hypothèses fondées sur des preuves partielles et des archives que nous ne pouvons pas voir.

Près d'un siècle depuis la fin de la première guerre mondiale, 72 longues années depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il est temps que les gouvernements ouvrent toutes leurs archives jusque fin 1945.

Nouvelles HRWG.

Les membres du Groupe de Travail sur les droits de l'homme sont profondément attristés par la mort subite de Christina Bianchi. Sa personnalité attachante la faisait aimer de tous ceux qui la connaissaient. Cristina a traduit presque chaque numéro des *Nouvelles* depuis 2009, et ceux qu'elle n'a pas traduits, elle les a révisés pour en confirmer la traduction. C'était un cadeau à la profession qu'elle a fait constamment et sans se plaindre. Nous lui en sommes en cela extrêmement reconnaissants.

Le groupe de travail sur les droits de l'homme se réunira le dimanche après-midi, le 26 novembre, lors de la Conférence annuelle de l'ICA à Mexico. La réunion est ouverte au public; tous sont les bienvenus. Le groupe de travail parraine une session «Principes et pratiques: les défis quotidiens et les principes de base sur le rôle des archivistes et du gestionnaire des documents sont le soutien des droits de l'homme», le mardi 28 novembre, à 16h00. En outre, la session sur l'environnement et les catastrophes naturelles de mardi comprendra une discussion sur les travaux en cours sur les refuges à risque pour les archives, un projet encouragé par le groupe de travail.

HRWG propose un atelier intitulé « Droits de l'homme et Archives en Amérique latine » pour les archivistes latino-américains, les mercredi et jeudi 29 et 30 novembre. Les participants doivent être inscrits à la Conférence annuelle de l'ICA pour participer à l'atelier; Nous vous demandons également de vous inscrire à l'atelier, mais il n'y a pas de frais supplémentaires pour y assister. Le formulaire d'inscription est à la fin de ce numéro des *Nouvelles de HRWG*.

Le groupe de travail attire également l'attention sur les discours liminaires sur les droits de l'homme de Frank Larue, sous-directeur général de l'UNESCO, Communication et information, le lundi matin, le 27 novembre, et par le Dr. A. Alicia Bárcena Ibarra, Secrétaire Exécutive de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, le mardi, et d'autres sessions sous la rubrique "droits de l'homme" du programme.

Nouvelles Internationales.

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). En 2014, le centre de droit humanitaire (HLC) de Belgrade a rempli une demande auprès de la Cour au nom des Bosniaques qui sont morts dans des camps en Serbie pendant les guerres balkaniques des années 1990. Dans une décision déroutante dans laquelle la Cour a accepté que la poursuite des crimes de guerre internes de la Serbie "n'avait pas l'intention d'enquêter sur les événements", la cour a déclaré que les parents des victimes ont attendu trop longtemps pour déposer la plainte et a rejeté l'affaire. HLC a déclaré dans son communiqué de presse qu'à l'avenir, il envisage d'aller à "des comités pertinents de l'ONU" plutôt que ceux de la CEDH sur de tels cas de "graves violations des droits de l'homme." [http://www.hlc-rdc.org/?p=34402&lang=de; for the decision https://hudoc.echr.coe.int/eng#{"itemid":\["001-178293"\]}](http://www.hlc-rdc.org/?p=34402&lang=de; for the decision https://hudoc.echr.coe.int/eng#{)

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). La Commission a ordonné au gouvernement argentin de répondre aux accusations de violations des droits de l'homme contre des membres de la communauté mapuche, a déclaré *Telesur*. Après une manifestation le 1er août, où des manifestants ont protesté contre «l'exploitation par la société italienne Benetton de la terre ancestrale de la tribu mapuche», l'activiste Santiago Maldonado a disparu; son corps a été retrouvé le 20 octobre dans la rivière Chubut. Selon *Clarín*, un juge avait ordonné à la police de filmer la confrontation du 1er août; la vidéo devrait être la preuve pour la CIDH. https://www.telesurtv.net/english/news/-IACHR-Demands-Macri-Respond-to-Violence-Against-Mapuche-20171013-0003.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12 ; https://www.clarin.com/politica/otranto-sigue-frente-causa-desalojo_0_rksganjZ.html; <http://www.aljazeera.com/news/2017/10/santiago-maldonados-death-overshadows-elections-171022103135489.html>

Cour Criminelle Internationale. Le Burundi est devenu le premier pays à quitter la Cour, le 27 octobre 2017. <http://www.justicetribune.com/blog/letting-burundi-go-icc-withdrawal-test-international-commitment-justice>

Le groupe de médias français Mediapart a obtenu quelque 40 000 documents divulgués à la Cour, montrant que l'ancien procureur général Luis Moreno-Ocampo « transférait systématiquement les dossiers confidentiels des tribunaux du courrier électronique officiel vers son compte privé » et que son successeur en tant que procureur, Fatou Bensouda, a partagé des informations confidentielles avec lui après qu'il a quitté la Cour. Le mécanisme de contrôle indépendant de la Cour enquête, a rapporté le réseau EIC.

<https://theblacksea.eu/stories/article/en/icc-ocampo-bensouda-fallout>

"En août 2017, la Cour pénale internationale a publié son tout premier mandat d'arrêt fondé uniquement sur des preuves de médias sociaux, « accusant le commandant de l'armée libyenne Werfalli d'exécutions de masse près de Benghazi, Libye, a rapporté *bellingcat*, une équipe d'enquête en ligne. » Grâce au crowdsourcing, l'équipe a été en mesure de « géo-localiser » quatre des sept emplacements affichés sur la vidéo des médias sociaux comme des sites où des assassinats ont eu lieu. Pour plus d'information, voir *Nouvelles HRWG*, août et septembre 2017. <https://www.bellingcat.com/news/mena/2017/10/03/how-an-execution-site-was-geolocated/>

Tribunal permanent d'arbitrage (APC). Après le désastre de Rana Plaza en 2013, dans lequel plus de 1100 personnes sont mortes dans l'effondrement d'un bâtiment de logement des travailleurs de l'industrie textile, l'accord du Bangladesh a été signé entre les marques mondiales de mode au Bangladesh et les syndicats. Les marques ont promis d'établir un programme de sécurité incendie et de construction. L'APC a accepté la réclamation introduite par deux fédérations syndicales alléguant que deux marques de mode (noms non révélés) « n'ont pas contraint leurs fournisseurs à améliorer leurs installations dans les délais prescrits, et ne les ont pas aidés à couvrir les coûts afférents », a écrit la Fondation Thomson Reuters. L'affaire ira à l'arbitrage dans la première moitié de 2018, avec des audiences "qui se tiendront en privé et toute décision." ne peut être rendue public qu'avec le consentement des parties ». <https://www.reuters.com/article/us-bangladesh-garment-ruling/fashion-brands-in-the-hagues-dock-over-factory-safety-in-bangladesh-idUSKBN1CM2ET> ; <https://pcacases.com/web/sendAttach/2238>

Nations Unies. Le Secrétaire général a adressé à l'Assemblée générale un rapport du Rapporteur spécial (SR) sur la situation des défenseurs des droits de l'homme dans le domaine des affaires et des droits de l'homme. Le SR "a noté avec inquiétude la complicité des entreprises et des acteurs d'affaires dans diverses violations des droits de l'homme contre les défenseurs et les communautés travaillant à protéger les droits fondamentaux et la liberté", disant qu'en 2015-2016, 450 "attaques de la sorte ont été documentées à travers « le monde », dont 25% lié aux sociétés dont le siège est au Canada, en Chine et aux États-Unis. Il a appelé ceci "seulement la pointe visible de l'iceberg." Le SR a déclaré que « la complexité des structures d'entreprise dans l'économie mondialisée a créé un certain nombre de couches et de barrières à l'accès à l'information sur les entreprises commerciales et leurs chaînes d'approvisionnement, ce qui rend difficile la révélation des liens ou les relations opérationnelles entre les entreprises et les attaques. » Il a recommandé aux États « d'adopter une législation exigeant des entreprises qu'elles divulguent publiquement des renseignements, y compris des renseignements sur leur structure et leur gouvernance, leurs contrats, leurs concessions de licences, leurs relations d'affaires (investisseurs, fournisseurs et autres (parties commerciales incluses), des informations scientifiques sur les opérations de l'entreprise et les dépôts de sociétés. » <http://undocs.org/a/72/170>

Le contrôle du territoire de l'ancienne colonie espagnole du Sahara occidental est contesté entre le Maroc et le mouvement indépendantiste du POLISARIO soutenu par l'Algérie. Depuis les années 70, les Nations Unies tentent de faire des médiations. Lors d'un "débat sur l'information" à l'ONU, la délégation algérienne "a déposé une demande pour retrouver" un rapport de l'ONU de 1975 sur le différend du Sahara "qui a été numérisé mais non accessible au public", a déclaré *le Maroc World News*. Le rapport se trouve vraisemblablement dans les Archives des Nations Unies. <https://www.morocoworldnews.com/2017/10/232164/algeria-morocco-clash-western-sahara-un/>

Le juge Mohamed Charron Othman, juriste tanzanien, auquel les Nations Unies ont demandé d'examiner les éléments de preuve sur le crash de l'avion 1961 qui a tué le Secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld et 15 autres personnes, a présenté son rapport. Il a dit qu'il semblait plausible qu'une «

attaque ou une menace externe » a fait descendre l'avion. Après avoir reçu le rapport, le Secrétaire général actuel a appelé "les États membres à mettre à disposition des informations et approuve la recommandation de la personne éminente selon laquelle les États membres nomment un fonctionnaire indépendant et haut gradé pour mener un examen interne de leurs archives, en particulier, leurs archives de renseignement, de sécurité et de défense, en vue d'assurer un accès complet aux informations pertinentes et d'établir ce qui s'est passé cette nuit fatidique."

<https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2017-10-25/statement-attributable-spokesman-secretary-general-report-eminent>

UNESCO. Les États-Unis ont annoncé leur intention de se retirer de l'UNESCO, citant les coûts et alléguant que l'UNESCO a un « préjugé anti-Israël ». Le même jour, Israël a dit qu'il envisage de se retirer aussi. La Société des Archivistes Américains a demandé à l'administration américaine de revenir sur sa décision. <https://www2.archivists.org/news/2017/saa-statement-on-us-intention-to-withdraw-from-unesco>

À sa réunion d'octobre, le Comité consultatif international (CCI) du programme Mémoire du monde a fait des recommandations et le directeur général de l'UNESCO a accepté d'inscrire 78 nouvelles candidatures dans le Registre international de la Mémoire du monde, y compris les archives du procès de la ville de Francfort entre 1963 et 1965, en Allemagne, qui «ont confronté de nombreux allemands pour la première fois avec le passé nazi de leur pays», a écrit *Deutsche Welle*. Le CCI a « reporté » une nomination d'organisations non gouvernementales dans neuf pays pour dresser la liste de 2 744 documents relatifs aux « femmes de réconfort » de l'armée japonaise pendant la seconde guerre mondiale et une nomination par le Japon de documents concernant la discipline de son armée pendant la guerre. Le CCI a recommandé que l'UNESCO facilite le dialogue entre les candidats portant les candidatures des « femmes de réconfort » et « la documentation sur «les femmes de réconfort » et la « discipline de l'armée japonaise » et les parties concernées. L'IAC recommande également de fixer un lieu et un temps propices aux parties pour ce dialogue, en vue d'aboutir à une nomination conjointe afin d'englober dans toute la mesure du possible tous les documents pertinents. <https://en.unesco.org/news/international-advisory-committee-recommends-78-new-nominations-unesco-memory-world>; <http://www.dw.com/en/auschwitz-trial-documents-and-recordings-awarded-special-unesco-status/a-41179113>

Nouvelles générales/Monde.

Affaires. Le *Guardian* a rapporté qu'une cyber-attaque sur la société de comptabilité Deloitte a compromis l'information par courriel d'au moins quatre départements du gouvernement des États-Unis, l'Organisation des Nations Unies, quatre banques mondiales, trois compagnies aériennes, deux constructeurs multinationaux de voiture, des « géants de l'énergie et des grandes sociétés pharmaceutiques » ainsi que la FIFA. » https://www.theguardian.com/business/2017/oct/10/deloitte-hack-hit-server-containing-emails-from-across-us-government?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=247386&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

La Cour d'appel du Royaume-Uni a statué que les villageois zambiens qui déclaraient que « leurs terres et leurs moyens de subsistance ont été détruits par la pollution de la mine de cuivre Nchanga appartenant à Vedanta Resources PLC, par l'intermédiaire de leur filiale KCM, dans la rivière Mushishima », peut être jugé par un tribunal britannique. Le juge de la Cour d'appel a déclaré: "il y a eu, en fait, des rejets d'effluents toxiques de la mine dans les cours d'eau concernés", a rapporté Leigh Day, le cabinet d'avocats représentant les demandeurs zambiens. <https://www.leighday.co.uk/News/News-2017/October-2017/Court-of-Appeal-upholds-ruling-that-claims-by-Zamb>

Un groupe de près de 800 Chiliens est en procès contre la compagnie minière suédoise Boliden pour des maladies graves causées par des déchets toxiques. Selon *Radio Sweden*, "En 1984 et 1985, 20 000 tonnes de déchets toxiques provenant de l'usine de fusion de Boliden ... ont été envoyées au Chili et dans la ville d'Arica." La compagnie chilienne Promel devait extraire l'arsenic et le minerai d'or des déchets, mais l'entreprise a cessé ses activités et les déchets ont été laissés "ainsi à l'abandon, entassés près d'une zone résidentielle. Boliden aurait ses archives d'entreprise et le Chili aurait les records gouvernementaux relatifs à l'autorisation d'importation qui seraient pertinents à l'affaire, mais on ne sait pas ce qui est arrivé aux records de Promel après sa faillite. <http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=2054&artikel=6799981>

Kobe Steel, un important fournisseur japonais d'acier, d'aluminium et de cuivre auprès des fabricants du monde entier, a reconnu que ses employés avaient falsifié les données sur la qualité des matériaux vendus. Les acheteurs comprennent des compagnies d'automobile, d'avion et de train et l'industrie nucléaire du Japon. Au moins 200 entreprises essaient de déterminer si les matériaux qu'elles utilisent présentent des risques pour la sécurité. Kobe Steel a déclaré qu'il était en train d'examiner "ses records pour déterminer toute l'étendue de la falsification des données", a rapporté le *New York Times*.

<https://www.nytimes.com/2017/10/12/business/kobe-steel-japan-trains.html>

Propriété foncière. L' « International Land and Forest Tenure Facility » est une nouvelle « fondation indépendante sans but lucratif enregistrée à Stockholm, en Suède » visant à « obtenir un soutien pour la mise en œuvre des droits fonciers et forestiers ». La Fondation *Thomson Reuters* a publié une étude de la « Rights and Resources Initiative (RRI) » et de TMP Systems, « un cabinet de conseil basé en Grande Bretagne », qui a constaté que « 61% des 288 conflits fonciers depuis 2001 n'ont pas été résolus. » En Asie du Sud-Est, 88% ne sont pas résolus. 71% ont donné lieu à des poursuites et près de 75% ont duré plus de six ans. Un coordonnateur de RRI a déclaré que le nouveau mécanisme aiderait les populations locales à tirer parti des lois et politiques existantes pour établir leurs droits sur la terre, tandis que la propriété légale claire et la démarcation des terres autochtones aideraient les entreprises à respecter les droits fonciers. »

<http://thetenurefacility.org/article/1941-2/>; <http://news.trust.org/item/20171003112902-4eo7u/>

Archives médicales. La commission Lancet sur la pollution et la santé a publié ses conclusions. À l'aide de données de l'Organisation mondiale de la santé et de l' « Institute for Health Metrics and Evaluation » de l'Université de Washington, la Commission a constaté qu'en 2015, les maladies causées par la pollution étaient responsables de 9 millions de décès prématurés. « Près de 92% des décès liés à la pollution surviennent dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire », et « la combustion de la biomasse dans les pays à faible revenu compte pour 85% de la pollution particulaire dans l'air ». Les principaux émetteurs de dioxyde de carbone sont les usines utilisant le charbon comme énergie, les producteurs chimiques, les exploitations minières et les véhicules.

La commission a noté que, si elle utilisait les meilleures sources disponibles, "seulement un tiers de la population mondiale et seulement 5% de l'Afrique disposent d'informations utilisables sur les causes de décès." Par conséquent, elle a encouragé "les gouvernements à envisager la création d'un système central de coordination des données qui servirait de point de référence et de référence pour toutes les données sur la pollution - ménagères, ambiantes et professionnelles. Ce système devrait fournir des informations validées et des rapports synthétisés au public et pourrait constituer une source fondamentale de données brutes pour les régulateurs, les chercheurs et les décideurs." http://www.thelancet.com/commissions/pollution-and-health?dgcid=email-etoc_email_pollution-comm17

Guerre du Moyen-Orient. Le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a publié son rapport. Il a déclaré qu'il était "confiant que la République arabe syrienne est responsable de la l'émission du sarin à Khan Sheikhoun le 4 avril 2017". L'attaque a fait au moins 92 morts et fait de nombreux blessés. Le panel a utilisé des rapports médicaux, des rapports d'analyses chimiques, des vidéos de personnes souffrant du sarin, des archives détenues par l'OIAC sur le type de sarin que la Syrie avait stocké et des interviews pour parvenir à sa conclusion. <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2017/10/28/khan-sheikhoun-massacre-proof-beyond-doubt-whos-to-blame>

Personnes disparues. Le Bureau australien de la sécurité des transports a publié son rapport final sur la disparition en 2014 de l'avion de ligne malaisien MH370. Il a détaillé la recherche sous-marine, la reconstruction de la trajectoire de vol, les études sur la dérive des débris et une nouvelle analyse de l'imagerie satellitaire, mais le *Guardian* a déclaré qu'il avait « peu de nouvelles preuves sur l'emplacement de l'avion ». https://www.theguardian.com/world/2017/oct/03/mh370s-location-an-almost-inconceivable-mystery-final-report?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=246391&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Vie privée. Yahoo a déclaré que " la totalité des 3 milliards de ses comptes d'utilisateurs ont été affectés par un vol de données en 2013 ", a rapporté la Fondation *Thomson Reuters*.

<https://www.aol.com/article/news/2017/10/03/yahoo-says-all-3-billion-accounts-hacked-in-2013-data-theft/23231714/>

Esclavage. L'Armée du Salut (AS), un organisme de bienfaisance, est « engagé par le gouvernement pour fournir tous les services de soutien pour les adultes victimes d'esclavage en Angleterre et au Pays de Galles. » L'AS a déclaré que le nombre de victimes a augmenté de 300% au cours des six dernières années, au moins en partie grâce à « l'amélioration de l'identification des victimes ». Sur les 1554 personnes référées à l'AS en 2016, 48% ont été amenées au Royaume-Uni pour exploitation sexuelle, 39% pour exploitation par le travail, 13% pour "la servitude domestique", et une personne "victime de trafic à des fins de prélèvement d'organes", a rapporté le *Guardian*. "Le plus grand nombre de victimes est venu d'Albanie, avec 359 références, dont 346 femmes victimes d'exploitation sexuelle", et 101 hommes du Vietnam ont été "victimes de trafic pour travailler dans des plantations illicites de cannabis". Voir aussi Royaume-Uni/Vietnam ci-dessous. https://www.theguardian.com/world/2017/oct/16/uk-modern-slavery-referrals-up-due-to-better-identification?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+main+NEW+H+categories&utm_term=248100&subid=22849866&CMP=EMCNEWEML6619I2

Torture. En utilisant "274 documents, la CIA et le Pentagone ont été obligés de déclassifier et de diffuser lors de la découverte avant procès "dans le procès contre les deux psychologues qui ont conçu les "techniques d'interrogatoire renforcées "utilisées par la CIA en Afghanistan en 2002-2007, le *Guardian* a publié une analyse approfondie de ce qui s'est passé à l'intérieur de la salle de torture. Pour des informations sur l'affaire, qui a été réglée à l'amiable, voir *Nouvelles HRWG*, août 2017. https://www.theguardian.com/us-news/ng-interactive/2017/oct/09/cia-torture-black-site-enhanced-interrogation?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=247246&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

En décembre 2014, le comité sénatorial américain qui a enquêté sur les « techniques d'interrogatoire améliorées utilisées par la CIA » a terminé un rapport de 6 700 pages qu'il a envoyé sur des disquettes informatiques aux organismes gouvernementaux, y compris la CIA. Seul le résumé a été publié. En juin 2017, le président du Comité sénatorial du renseignement a exigé que toutes les copies soient remises au Sénat et que les agences s'y conforment. L'inspecteur général intérimaire (IG) de la CIA et candidat à l'IG permanente a dit qu'il n'avait pas lu le rapport, "seulement un résumé exécutif non classifié," ce qui a conduit le président du groupe ayant écrit le rapport à rétorquer: « La finalité de sa distribution aux départements résidait dans l'espoir qu'ils le liraient - ne pas le considérer comme un document toxique - et en tireraient des leçons. » Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, décembre 2016. <http://mobile.reuters.com/article/amp/idUSKBN1CM2ZT>

Seconde Guerre mondiale. Pendant la guerre, les matériaux de YIVO (Institut scientifique yiddish) de Vilnius, en Lituanie, furent cachés aux nazis par un petit groupe d'érudits juifs et après la guerre furent "préservés pendant des décennies par les efforts héroïques d'Antanas Ulpis, un bibliothécaire lituanien, qui a sauvé les documents des moulins à pâte et qui les a stockés en secret dans le sous-sol de l'église St. George ", a expliqué l'Institut YIVO basé à New York. À la fin de l'ère soviétique en Lituanie, l'existence des documents a été divulguée et ils sont devenus partie intégrante de la bibliothèque nationale, avec une copie numérique faite pour l'Institut YIVO. Cependant, à ce moment-là, des documents dans une pièce de l'église n'ont apparemment pas été repérés et plus de 170 000 pages ont été trouvées qui seront également numérisées. <https://vilnacollections.yivo.org/Discovery-Press-Release>

L'équipe travaillant à l'identification des propriétaires originaux de peintures trouvées dans les appartements de Cornelius Gurlitt a annoncé qu'elle a identifié la famille à laquelle appartient l'une des peintures. Ceci est seulement la sixième identification faite, et elle était due à une réclamation officielle déposée à la fin de la guerre décrivant la peinture comme ayant un trou réparé à un endroit spécifique et un document de guerre des archives politiques des Affaires Étrangères à Berlin disant que l'appartement de la famille était fouillé. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, janvier 2016. <http://www.lootedart.com/news.php?r=SPKULS418751>

L'Université de Lund a mis en lecture publique des copies numériques de 514 entretiens menés avec des femmes et des enfants internés dans le camp de Ravensbrück en Allemagne, puis ramenés en Suède à la fin de la guerre. <https://www.thelocal.se/20171018/swedish-university-lund-digital-archive-of-testimonies-of-nazi-concentration-camp-survivors-voices-from-ravensbrck>

Une équipe d'enquêteurs légistes a ouvert des recherches sur qui a trahi Anne Frank et sa famille à Amsterdam en 1944. <https://www.coldcasesdiary.com/about-the-case/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Afghanistan/États-Unis. À la demande du commandement militaire américain en Afghanistan, l'inspecteur général des États-Unis pour la reconstruction de l'Afghanistan a expurgé de son rapport trimestriel des données clés sur des questions telles que «le nombre de personnes dans l'armée afghane et la force de police, combien d'entre eux ont été blessés ou tués et l'état de leur équipement », a déclaré *le New York Times*. Les chiffres ont été publiés dans les rapports précédents; l'inspecteur spécial a dit: « s'ils commencent à classer ce truc maintenant, qu'est-ce qu'ils vont faire le mois prochain? »
<https://www.nytimes.com/interactive/2017/10/30/world/asia/document-sigar-october-2017-report.html>

Australie/États-Unis. «Chauka, pouvez-vous nous dire l'heure, s'il vous plaît», un film présenté au Festival du film de Londres, met en vedette le sort des réfugiés coincés sur l'île Manus dans le Pacifique, a rapporté la fondation Thomson Reuters. Le camp de réfugiés est géré par l'Australie; l'année dernière, les États-Unis ont accepté d'accueillir jusqu'à 1200 des réfugiés, mais très peu ont été réinstallés. Les images (dont la plupart ont été prises secrètement) proviennent d'un journaliste kurde d'Iran détenu dans le camp depuis 2013. Il a filmé à l'aide d'un téléphone portable et a envoyé les images "en petits clips via WhatsApp" à un cinéaste hollandais-iranien qui les a transformées en film. <http://news.trust.org/item/20171008211711-g0d53/>

Chypre/Grèce. La Grèce a annoncé que « les archives qui ont été fermées et scellées seront mises en lecture publique pour contribuer aux efforts visant à déterminer le sort des personnes disparues » de la guerre chypriote turque de 1974, a rapporté l'ANC. <http://greece.greekreporter.com/2017/10/03/archives-in-greece-to-open-to-aid-efforts-on-the-fate-of-missing-persons-in-cyprus/>

Europe de l'est. *Euromaidan Press* a rapporté que lors d'une conférence de presse en Ukraine à la suite d'un séminaire "Open Access aux Archives du KGB: l'expérience ukrainienne pour les pays du partenariat oriental," des experts des pays d'Europe de l'est ont déclaré que « l'ouverture en Ukraine des archives du KGB est exemplaire. » Le Partenariat Oriental est un forum des 28 États de l'Union européenne et de 6 États d'Europe de l'Est (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Moldova, Ukraine).
<http://euromaidanpress.com/2017/10/24/eu-eastern-partnership-experts-say-ukraines-opening-of-kgb-archives-is-exemplary/#arvlbdata>

Égypte/ISIS/Libye. En février 2015, ISIS a filmé ses membres décapitant 20 Égyptiens. À la fin de septembre, la Libye a déclaré avoir arrêté un "suspect accusé de filmer la décapitation" et a par la suite annoncé que les restes des victimes avaient été trouvés, a rapporté *albawaba.com*.
<https://www.albawaba.com/news/remains-20-egyptian-copts-beheaded-isis-found-libya-1031164>

Honduras/États-Unis. En mai 2012, une équipe conjointe anti-drogue du Honduras et des États-Unis a tiré sur un taxi d'eau, tué un homme, deux femmes et un garçon et blessé d'autres personnes; l'équipe a dit qu'elle avait retourné le feu par légitime défense après que les passagers de taxi leur ont tiré dessus. Un avion de surveillance a pris une vidéo de la rencontre. *Le New York Times* a obtenu la vidéo à la suite d'une demande de liberté d'information; Il est dit que les coups de feu venant du taxi "sont étonnamment difficiles à discerner." <https://www.nytimes.com/2017/10/23/world/americas/drug-enforcement-agency-dea-honduras.html>

Géorgie/Russie. Les Archives nationales géorgiennes ont ouvert une exposition sur la répression du régime soviétique en Géorgie dans les années 1920 et 1930. À l'aide d'objets empruntés aux familles des victimes, l'exposition comprend « des photographies, des documents et des objets personnels des victimes exilées dans des camps de travail isolés ou prises après leur arrestation ». Une «grande partie» de ces éléments a été affichée pour la première fois. <http://agenda.ge/news/89537/eng>

États du Golfe/Inde. La police d'Hyderabad, en Inde, a arrêté environ 30 personnes, les accusant de trafic d'êtres humains et d'exploitation sexuelle des enfants, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Futurs époux, « les hommes riches des états du Golfe, » paierait un courtier pour trouver une jeune fille « de moins de 18 ans » pour le temps du mariage qui ne durerait que tant que l'homme était dans le pays. L'âge de la jeune fille a été falsifié sur le certificat de mariage et « au moment du mariage les hommes ont signé des documents de divorce postérieurs à la date, pour être livrés aux épouses après que leurs nouveaux maris

ont quitté le pays. » « Les données du gouvernement sous-estiment le problème » des enfants dans l'industrie du tourisme sexuel « florissante »: seulement sept cas ont été enregistrés par l'unité de protection de l'enfance de la ville au cours des trois dernières années. <http://news.trust.org/item/20171010114553-kz0cq/>

Indonésie/États-Unis. Le Centre national de déclassification, qui fait partie des Archives nationales des États-Unis, a publié quelque 30 000 pages de documents de l'ambassade des États-Unis en Indonésie entre 1964 et 1968. « The National Security Archive », une organisation non gouvernementale américaine, a publié 245 pages en ligne et a écrit que le gouvernement américain avait des connaissances détaillées selon lesquelles l'armée indonésienne menait une campagne de massacre contre le parti communiste du pays (PKI) à partir de 1965. Le Bureau indonésien d'Amnesty International a exhorté le gouvernement indonésien « à en faire de même » et à déclassifier ses archives. Le ministre indonésien de la sécurité a déclaré au *Jakarta Globe* que les documents américains « ne peuvent être inclus dans les procédures judiciaires avant que leur véracité ne puisse être établie » et il sera « difficile de trouver des preuves et des témoins ».

<http://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/indonesia/2017-10-17/indonesia-mass-murder-1965-us-embassy-files> <http://jakartaglobe.id/news/amnesty-international-urges-govt-to-reveal-archives-on-1965-mass-killings/>

Libéria/États-Unis. Un tribunal de l'État américain de Pennsylvanie a jugé Mohammed Jabbateh « coupable de charges liées à des atrocités commises au cours de la première guerre civile du Libéria (1989-96) », a déclaré *Justiceinfo.net*. Il a été condamné pour fraude et pour avoir menti sur son passé sur les documents quand il a demandé à entrer aux États-Unis <http://www.justiceinfo.net/en/justice-reconciliation/34994-liberian-found-guilty-of-war-crimes-linked-charges-in-%E2%80%9Chistoric%E2%80%9D-us-case.html>

Suède/Syrie. Le 25 septembre, un tribunal de district en Suède a condamné Muhammad Abdullah, un réfugié qui est un ancien membre de l'armée syrienne, à huit mois de prison pour avoir violé la dignité d'un cadavre, a rapporté *Radio Sweden*. Selon *Human Rights Watch*, l'homme a posté une photo sur Facebook le montrant debout sur un tas de corps, souriant, avec ses botte sur un cadavre vêtu de vêtements civils, et un « groupe informel de militants syriens a traqué Abdullah en Suède sur la base de son message posté sur Facebook et l'a porté à l'attention des procureurs. » <http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=2054&artikel=6784954>; <https://www.hrw.org/news/2017/09/15/move-restore-dignity-syrias-victims>

Royaume-Uni/Vietnam. Le *Daily Mail* a rapporté que plus de 150 jeunes Vietnamiens sauvés au Royaume-Uni des mains des trafiquants et mis dans les services de soins du gouvernement « ont disparu des centres et foyers d'accueil depuis 2015. » Les représentants des organisations non gouvernementales qui travaillent avec les enfants craignent que les enfants « soient retournés avec les trafiquants ». Le *Times* a obtenu les statistiques « grâce aux demandes sous couvert de la liberté d'information aux 430 autorités locales; » 79 d'entre elles n'ont pas répondu. <http://www.dailymail.co.uk/news/article-4976858/Fears-Vietnamese-children-missing-UK-council-care.html?ITO=1490>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. « Un certain nombre » de membres de la chambre basse du Parlement prétendent que le premier vice-président de la chambre et un autre parlementaire « se sont imposés dans les Archives nationales récemment et ont supprimé un certain nombre de documents », a rapporté *Tolo News*. Les deux ont confirmé qu'ils étaient aux Archives nationales, mais ils n'ont pas utilisé la force pour entrer; ils n'ont pas dit s'ils avaient enlevé des documents. <https://www.tolonews.com/afghanistan/mps-accuse-colleagues-using-force-enter-archives>

Argentine. Une femme identifiée publiquement seulement quand Victoria a donné un échantillon de son ADN pour rechercher une concordance dans la Banque nationale de données génétiques, a rapporté *Telesur*. Elle a appris qu'elle est la fille de Lucia Rosalinda Tartaglia, une militante de l'Université qui a été kidnappée en 1977 quand elle était enceinte. Les grands-mères de la Plaza de Mayo ont annoncé son identification; c'est le 125e enfant identifié qui est né en captivité d'une activiste et qui a été donné à une famille sans lien pour l'élever. Les grands-mères de de la Plaza de Mayo sont toujours à la recherche d'au moins 300 enfants qui ont été ainsi pris à leurs parents. <https://www.telesurtv.net/english/news/Argentina-Grandmothers-Find-125th-Disappeared-Grandchild-20171027-0016.html>

Brésil. Des chercheurs du Brésil, de l'Australie et des États-Unis ont analysé 10 années de données de déboisement provenant de l'Agence spatiale brésilienne INPE. En regardant les changements de paysage autour des 50 plus grandes mines en activité de l'Amazonie, ils ont constaté que « l'exploitation minière a causé 9,2% du déboisement total de l'Amazonie brésilienne entre 2005 et 2015 », que « la déforestation liée à l'exploitation minière a été 12 fois plus importante à l'extérieur [gouvernement accordé] des zones minières qu'à l'intérieur et étaient étendues jusqu'à 70 km de distance, « et la déforestation » était significativement plus grande que précédemment supposée. » <http://www.uvm.edu/newsstories/news/new-amazon-threat-deforestation-mining>

Canada. La Cour suprême a jugé que les archives du Processus d'évaluation indépendant (PEI), qui recueillait les témoignages des anciens élèves des pensionnats indiens, devraient être détruits, à moins que la personne ne demande expressément la conservation de son dossier. La Cour a déclaré que le PEI « était censé être un processus confidentiel, et que les demandeurs et les auteurs présumés s'étaient appuyés sur cette garantie de confidentialité pour décider de participer. » Le directeur du Centre national pour la vérité et la réconciliation a qualifié cette décision de « camouflet au pays. » L'arbitre en chef de l'IAP a déclaré à *CBC News* qu'il travaillait sur « un processus pour contacter les survivants et les informer de leurs options ». <https://scc-csc.lexum.com/scc-csc/scc-csc/en/item/16797/index.do>; <http://www.cbc.ca/news/opinion/residential-schools-record-1.4344096>; <http://thestarphoenix.com/news/local-news/destruction-of-residential-school-records-called-a-blow-to-the-country>; <http://www.cbc.ca/news/politics/survivors-residential-schools-documents-1.4365207>

Le gouvernement a réglé des poursuites relatives à la séparation forcée des enfants des Premières Nations de leur famille et leur placement dans des foyers non autochtones au Canada, aux États-Unis et en Europe entre 1951 et 1991, a rapporté *CNC News*. Bien que le gouvernement « a déclaré qu'un accord final doit encore être conclu », il a « réservé 750 millions de dollars pour les compensations individuelles » et « 50 millions de dollars pour une fondation dédiée aux initiatives de réconciliation ». Les réclamations devront être faites par des personnes concernées; l'avocat des demandeurs a déclaré que « le formulaire de demande d'indemnisation sera « si simple que vous n'avez pas besoin d'un avocat ». *CBC News* a noté que « le gouvernement fédéral a conservé la plupart des dossiers d'adoption et les dossiers de tutelle et de tutelle temporaire. Bien que plus difficiles à obtenir, ils sont généralement détenus par les provinces respectives. Ces documents seront utilisés pour valider une réclamation. » <http://www.cbc.ca/news/politics/ottawa-settle-60s-scoop-survivors-1.4342462>

CBC News a publié une histoire sur la longue et infructueuse recherche d'information d'un autochtone au sujet de ses parents biologiques. Il connaissait le nom de sa mère biologique, qui habitait au Québec, et le nom de l'hôpital où il était né, mais avec tous ces éléments, il restait dans l'impasse. Le Québec « s'est engagé à dévoiler les archives relatives à l'adoption » en 2018, mais il n'est pas prévu de créer un registre centralisé pour permettre aux gens de « naviguer dans le système » plus facilement. <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/how-one-man-s-search-for-quebec-adoption-records-turned-into-a-wild-geese-chase-1.4306144>

Chine. En 2020, le gouvernement prévoit d'inaugurer un « système de crédit social à l'échelle nationale pour évaluer la fiabilité » des citoyens, a rapporté *WIRED*. Actuellement, des programmes pilotes sont en cours de développement. Ils surveilleront des données électroniques spécifiques, telles que les antécédents de crédit, les préférences personnelles (telles que ce qu'une personne choisit d'acheter) et les relations interpersonnelles. <http://www.wired.co.uk/article/chinese-government-social-credit-score-privacy-invasion>

Colombie. Les dirigeants des FARC, un ancien mouvement de guérilla qui est maintenant un parti politique, ont annoncé qu'ils s'étaient « enregistrés officiellement auprès du Conseil électoral national en tant que parti politique légal qui pourra participer aux élections » et que « tous les documents juridiques pertinents ont été délivrés », a écrit *telesur*. <https://www.telesurtv.net/english/news/Colombias-FARC-Officially-Registers-As-Political-Party-20171010-0020.html>

Croatie. Le centre de documentation sur la justice transitionnelle Sense a ouvert ses portes dans la ville de Pula. Mirko Klarin, son fondateur, est le directeur d'une agence de presse qui a couvert le travail du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Il a déclaré à *BIRN* que le Centre « hébergera des archives avec les reportages des médias sur les affaires TPIY documentées depuis plus de 20 ans ». <http://www.balkaninsight.com/en/article/brammertz-visits-opening-transitional-justice-centre-in-croatia-10-12->

République Tchéque. "Les archives des forces de sécurité tchèques ont rendu accessibles aux chercheurs une autre partie des documents numérisés de l'ancienne police secrète communiste StB, soit près de 1,65 million de pages concernant les agents secrets du StB ... étendant le nombre total de documents disponibles en ligne à près de 4,7 millions ", a rapporté *CTK*. Les chercheurs doivent s'inscrire auprès des archives avant d'avoir accès aux copies numériques. <http://www.praguemonitor.com/2017/10/03/czech-archive-opens-further-stb-files-online-researchers>

Guatemala. Le procès criminel contre l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt et son chef des renseignements Mauricio Rodríguez Sánchez a repris, mais maintenant dans des procédures distinctes. Tous deux sont accusés de génocide et de crimes contre l'humanité pendant la guerre civile au Guatemala dans les années 1980. Dans l'affaire Rodríguez Sánchez, le procureur a présenté comme preuve un document militaire connu sous le nom de Plan Victoria 82; *International Justice Monitor* a commenté que « les procureurs peuvent se fonder sur le document militaire pour démontrer le caractère intentionnel des actions menées. » <https://www.ijmonitor.org/2017/10/the-guatemala-genocide-trial-resumes/>

Honduras. Une équipe internationale d'avocats rassemblée par la famille de l'activiste environnementale hondurienne assassinée Berta Caceres et l'organisation qu'elle dirigeait ont publié leur rapport. L'équipe a déclaré que son meurtre en 2016 « était le produit d'un complot coordonné qui a commencé quatre mois plus tôt et suggère que le leadership d'une société de développement de barrages pourrait avoir ordonné son assassinat », rapporte *l'Associated Press*. « Le rapport était fondé sur des dizaines d'interviews, des dossiers criminels, des rapports indépendants et ce que le groupe a décrit comme un accès partiel aux preuves fournies par les enquêteurs du gouvernement, y compris » une fraction « des enregistrements téléphoniques qui sont au cœur de l'affaire. » <http://www.apnewsarchive.com/2017/A-new-report-alleges-that-the-2016-killing-of-Honduran-environmental-activist-Berta-Caceres-was-the-product-of-a-coordinated-plot-that-began-four-months-earlier-and-suggests-that-leaders/id-634d7d224f2e4a0980b22945cb115475>

Inde. Après « trois années à scruter les cartes, à délimiter les frontières et à envoyer de nombreuses pétitions et visites aux responsables locaux », les habitants du village d'Hastinapur, dans l'état du Rajasthan, ont maintenant 35 hectares de terres « enregistrés pour la communauté » où ils peuvent laisser paître leur bétail, répondre à la plupart de leurs besoins en fourrage et en bois de chauffage, et compléter leurs revenus », a rapporté la Fondation Thomson Reuters. La Fondation non gouvernementale pour la sécurité écologique, qui a aidé les villageois, utilise « l'imagerie satellitaire pour cartographier les biens communs dans trois États ». <http://news.trust.org/item/20171010114925-dwu85/>

L'Inde a un programme pour enregistrer tous ses citoyens en utilisant des empreintes digitales et des scans d'iris et délivrer à chaque personne une carte d'identité « Aadhaar ». L'ONG Campagne sur le droit à l'alimentation a déclaré à la Fondation Thomson Reuters qu'en avril, l'État indien du Jharkand a publié une directive stipulant que les cartes de rationnement devaient être associées aux cartes Aadhaar et annulait 1 million de cartes de rationnement. Une fillette de 11 ans est morte de faim « après que sa famille s'est vue refuser des céréales subventionnées parce que leur carte Aadhaar n'était pas liée à leur carte de rationnement dans les dossiers du gouvernement. « Les fonctionnaires de l'État » ont dit que la fille est morte du paludisme, pas de la famine, mais l'état enquête. <http://news.trust.org/item/20171018151546-vv114/>

Indonésie. Lors d'une « discussion » tenue au complexe du Parlement indonésien, un historien s'est plaint que les archives nationales sont incomplètes et pas accessibles au public: « Dans l'ère du Nouvel Ordre, il peut être compréhensible que la « dé-Sukarnosisation » ait lieu. Cependant aujourd'hui c'est l'ère de la réforme « et les archives clés sont toujours fermées, a rapporté *Netralnews.com*. Le directeur des archives nationales a convenu que les archives ne sont pas complètes, « surtout au début de l'indépendance ». <http://www.en.netralnews.com/news/currentnews/read/13276/researchers.rue.on.the.difficulty.of.accessing.sources.from.national.archives>

Irlande. Un rapport d'un juge en chef à la retraite « a constaté que les pratiques de surveillance irlandaises ne respectaient pas la législation européenne », a rapporté le *Irish Times*. Il a déclaré que la loi nationale sur

la rétention des données, qui oblige les compagnies téléphoniques et les ISP à consigner les informations sur les communications et les mouvements de chacun et à conserver ces informations pendant deux ans, constitue une forme de surveillance massive de la population. » <https://www.irishtimes.com/opinion/state-s-approach-to-data-privacy-is-a-national-scandal-1.3246055>

Le *New York Times* a publié un rapport spécial sur les enfants et les mères qui étaient hébergés à la Maison mère et bébé de St. Mary à Tuam et sur les enfants qui y sont morts. Il a présenté le travail de Catherine Corless, qui « a acheté un échantillon aléatoire du gouvernement de 200 certificats de décès pour les enfants décédés à la maison, » les a comparés avec les enterrements rapportés dans les dossiers du cimetière de Tuam, et a constaté que seulement deux des enfants de la maison avaient été enterrés dans le cimetière. Utilisant d'autres archives, elle a déterminé que 796 enfants étaient morts à la maison au cours de ses 36 années d'existence; la réaction du public a conduit à l'exhumation des os des enfants enterrés sur le terrain de la maison maintenant fermée. <https://www.nytimes.com/interactive/2017/10/28/world/europe/tuam-ireland-babies-children.html>

Lors d'une conférence à l'Université Maynooth, Catriona Crowe, l'ancienne chef des projets spéciaux aux Archives nationales, a dit qu'elle était frustrée que "les survivants des abus dans la myriade d'institutions comme les écoles industrielles, Magdalene Laundries et Mother and Baby Homes doivent continuer à se battre.» Elle a exhorté le gouvernement à avoir des « discussions de très haut niveau » avec l'Église catholique pour que l'église mette ses archives « dans un dépôt indépendant » et les rende accessibles aux « survivants », aux universitaires et aux généalogistes ", a rapporté l'examineur irlandais. Elle a également demandé que la loi sur les Archives nationales soit mise à jour afin d'étendre sa compétence aux « organismes semi-étatiques » ». <http://www.irishexaminer.com/viewpoints/analysis/staying-off-the-record-on-access-to-archives-461103.html>

Lettonie. Lors de l'indépendance en 1991, les personnes qui ont déménagé en Lettonie « pendant l'ère soviétique » ont reçu le statut de « non-citoyen ». Ils ont « la plupart des droits et privilèges de la citoyenneté, à l'exception du vote et du travail dans les services civils et de sécurité », a rapporté le *Foreign Policy Research Institute*. Les enfants nés de « non-citoyens » sont également des « non-citoyens », à moins que les parents « n'enregistrent leur enfant en tant que citoyen letton à la naissance ». Les personnes âgées peuvent choisir d'être naturalisées. Environ 238 000 personnes - 11% de la population - sont des « non-citoyens ». Une proposition récente visant à inscrire automatiquement les enfants nés de « non-citoyens » comme lettons à moins que les parents décident de ne pas renverser la présomption actuelle a échoué. <https://www.fpri.org/article/2017/10/non-citizen-non-question-latvia-struggles-leave-soviet-legacy-behind/>

Mexique. Le Congrès mexicain a adopté une loi générale sur les disparitions, créant une commission nationale de recherche, un conseil des citoyens et un registre national des personnes disparues, a rapporté *telesur*. Selon la base de données officielle du gouvernement, au moins 33 000 personnes ont disparu dans le pays depuis 2007, a indiqué le Bureau de Washington sur l'Amérique latine. Si le président signe le projet de loi, les nouvelles institutions créeront des archives extrêmement importantes. https://www.telesurtv.net/english/news/Mexico-Approves-Law-Against-Forced-Disappearances-20171013-0011.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8 ; <https://www.wola.org/2017/10/mexicos-new-disappearances-law-important-step-towards-ending-disappearances-impunity-crises-country/>

Le séisme de septembre a tué 225 personnes à Mexico. *The Guardian* a constaté que le Bureau du Procureur pour l'environnement et le zonage, le « chien de garde de la ville pour la conformité environnementale et du bâtiment », a reçu près de 6 000 plaintes depuis 2012 concernant des violations de projets de construction. « Beaucoup de bâtiments en question se sont effondrés par la suite », mais il n'y a « aucune trace publique du nombre de plaintes déposées » après que le procureur les ait référées à « l'agence municipale compétente ». https://www.theguardian.com/cities/2017/oct/13/complaints-earthquake-scandal-mexico-city-dead-construction-collapse?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=247833&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Myanmar. Après une mission dans un camp de réfugiés Rohingya au Bangladesh où ils ont « passé six jours à interviewer quelques-uns des 600 000 Rohingyas » qui ont fui le Myanmar et où une équipe avancée avait mené des « entretiens complets pendant des semaines », une équipe de trois enquêteurs des Nations Unies a déclaré qu'un « schéma cohérent et méthodique » de meurtres, de tortures, de viols et

d'incendies criminels a eu lieu dans la région de Rakhine au Myanmar, a rapporté *Reuters*. Les archives des entrevues seront des preuves importantes pour la justice future et pour l'histoire. <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-rohingya-un-rights/consistent-pattern-of-crimes-against-myanmars-rohingya-u-n-experts-say-idUSKBN1CW1GH>
<http://www.ohchr.org/Documents/Countries/MM/CXBMissionSummaryFindingsOctober2017.pdf>

Niger. Un groupe de 20 étudiants et de jeunes professionnels utilisent une « application qui permet aux utilisateurs de collecter des informations géo-référencées » pour tracer l'emplacement des propriétés et des bâtiments dans les zones sujettes aux inondations de la capitale Niamey. Ils envoient les données, qu'ils collectent sur les smartphones, au ministère de l'Intérieur « afin qu'il puisse mieux cibler ses efforts de secours en période d'inondation », a rapporté la Fondation Thomson Reuters. En dehors de la ville, un projet mené par l'agence d'aide *Catholic Relief Services* a « mis en place un réseau d'information parmi 136 villages », chacun d'entre eux ayant un comité de secours. Le directeur du projet a déclaré: « Chaque fois qu'une catastrophe survient, le secrétaire du comité remplit un sondage et l'envoie par l'un de nos véhicules à notre bureau et au gouvernement de Niamey, nous savons donc exactement ce qu'il faut faire pour les secours. Il espérait pouvoir envoyer l'information « par SMS », at-il dit, mais ils ne pouvaient « parvenir à un accord avec l'opérateur de télécommunications, qui était trop cher » <http://news.trust.org/item/20171002001812-u6mli/>

Rwanda. *Human Rights Watch* (HRW) a publié un rapport sur les « schémas systématiques de torture, disparitions forcées, détentions illégales et arbitraires, procès inéquitables et autres violations graves des droits de l'homme dans les centres de détention militaires du Rwanda de 2010 à 2016 ». HRW a dit qu'il a confirmé « 104 cas de personnes illégalement détenues, mais estime que » le nombre réel de cas est probablement beaucoup plus élevé. « Les résultats sont fondés sur les interviews de 230 personnes, observant que les procès de sept groupes de personnes, et examinant les déclarations des tribunaux. En réponse, le parlement rwandais « a recommandé que le gouvernement réévalue sa relation avec *Human Rights Watch* afin que des actes ignominieux ternissant l'image du Rwanda et du peuple rwandais ne puissent pas continuer. » <https://www.hrw.org/report/2017/10/10/we-will-force-you-confess/torture-and-unlawful-military-detention-rwanda>; <https://www.hrw.org/news/2017/11/01/rwanda-cover-negates-killing>

Afrique du Sud. Dans une affaire historique, le juge a statué qu' « Ahmed Timol, un militant anti-apartheid qui est mort en détention en octobre 1971, ne s'est pas suicidé comme les autorités le prétendent depuis longtemps mais a été assassiné par des policiers ». Le juge « a demandé que les familles qui ont perdu des proches dans des circonstances similaires à celles de Timol soient aidées dans la réouverture de leurs dossiers, en particulier lorsque le suicide a été enregistré comme cause de décès ». Les archives de la police et de la morgue seraient des preuves utiles. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, Juin 2017. <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/12/south-africa-judge-rules-police-murdered-anti-apartheid-activist-in-1971>

Corée du Sud. Un comité d'enquête spécial du ministère de la Défense nationale se penche sur le soulèvement de Gwangju qui a eu lieu du 18 au 27 mai 1980, a rapporté *JoongAng Daily*. Le président du comité a déclaré que le régime au pouvoir avait déformé les faits: une commission avait « manipulé des archives militaires sur le mouvement de démocratisation de Gwangju », avait supprimé des parties de déclarations des manifestants, et avait créé un « livre blanc » qui n'avait pas été rendu public. Il a déclaré que « les données militaires clés sont soit manquantes soit déformées » et que le comité utilise « de nouvelles archives offertes par l'ambassade des États-Unis et l'ambassade du Japon » ainsi que les archives coréennes et les déclarations de témoins pour élaborer son rapport. Dans le même temps, sur la base des « archives militaires et d'une mission d'enquête antérieure du ministère de la Défense », des fouilles ont commencé sur un lieu présumé d'enterrement secret de personnes décédées à la prison de Gwangju. <http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=3039791&cloc=joongangdaily>

Thaïlande. Le 6 octobre 1976, les forces militaires, paramilitaires et de police ont encerclé le campus de l'université de Thammasat et ont tué « de nombreux militants étudiants qui s'étaient rassemblés pour s'opposer au retour » de l'ancien dictateur thaïlandais. Aujourd'hui, un groupe d'anciens étudiants activistes et universitaires a créé une « archive en ligne » sur le massacre « pour lutter contre les tentatives des autorités d'effacer la tragédie des livres d'histoire », a rapporté *Bangkok Post*. <https://www.bangkokpost.com/news/general/1338131/archive-showcases-horrors-of-thammasat-massacre>

Royaume-Uni. Selon le *Times*, le gouvernement a publié un rapport et un site Web intitulé « Race Disparity Audit ». Le rapport visait à « montrer comment les gens de différentes origines sont traités dans le secteur public ». Le gouvernement a promis « de mettre à jour périodiquement les données pour permettre des comparaisons dans le temps. » <https://www.gov.uk/government/publications/race-disparity-audit> ; <https://www.thetimes.co.uk/edition/news/theresa-mays-race-disparity-audit-reveals-divided-nation-g9wx8z27g>

Selon les statistiques publiées par le Ministère de l'Intérieur, « les crimes motivés par la religion, la race, la sexualité, le handicap ou l'identité transgenre ont connu un pic de 29% dans les 12 mois précédant mars 2017 (80 393 infractions) comparés à la même période entre 2015 et 2016 (62 518 infractions), » selon *TIME*. <http://time.com/4985332/hate-crime-uk-2017/> ; https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/652136/hate-crime-1617-hosb1717.pdf

Le National Health Service (NHS) a publié une directive selon laquelle, à partir de 2019, une personne de plus de 16 ans visitant un professionnel de la santé « pourrait être appelée à confirmer si elle est hétérosexuelle, gay, bisexuelle ou autre, » a rapporté *Independent*. De plus, l'institution médicale va « apparemment » ... garder un record de la réponse du patient. NHS a déclaré: « La norme d'information est conçue pour aider les organismes NHS à se conformer à la loi en collectant uniquement lorsque cela est pertinent les données personnelles des patients telles que la race, le sexe et l'orientation sexuelle. Ils n'ont pas à le faire dans tous les domaines, les gens n'ont pas à répondre aux questions et cela n'aura aucun impact sur les soins qu'ils reçoivent. » <http://www.independent.co.uk/news/health/nhs-lgbt-gps-doctors-ask-patients-sexual-orientation-a8001086.html>

Un rapport du Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l'homme, une organisation non-gouvernementale, a déclaré que, sur la base de la première année complète de rapports au gouvernement comme l'exige la loi britannique Modern Slavery Act, « 43 des 100 plus grandes sociétés cotées à la Bourse de Londres ont été évaluées comme ne satisfaisant pas aux exigences minimales de la Loi. » <https://business-humanrights.org/sites/default/files/FTSE%20100%20Report%20Public.pdf>

The Guardian a rapporté qu'une enquête menée par l'Inspection de la police et des services de secours de Sa Majesté a révélé que « les forces de police ne combattent pas l'esclavage moderne et la traite des êtres humains parce que les cas sont trop difficiles et les cadres croient que le public manque d'empathie pour les victimes. » L'Inspectorat a déclaré: « Les graves problèmes que nous avons rencontrés dans le cadre de notre examen des dossiers soutiennent l'idée que les officiers de certaines forces cherchent à fermer rapidement ces affaires plutôt que de les examiner correctement. » https://www.theguardian.com/world/2017/oct/24/police-forces-failing-to-tackle-modern-slavery-in-uk-report-shows?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+main+NEW+H+categories&utm_term=249236&subid=22849866&CMP=EMCNEWEML661912

Royaume-Uni / Irlande du Nord. La Haute Cour de Belfast, en Irlande du Nord, « a ordonné au Service de police d'Irlande du Nord de rouvrir l'affaire des hommes encagoulés en 1971 et a déclaré que son enquête initiale, terminée en 2014, était sérieusement entachée d'irrégularités, » a rapporté *The Times*. L'affaire concerne 14 hommes qui ont déclaré avoir été torturés dans un lieu de détention secret dans la campagne de Derry par des soldats et des policiers britanniques. <https://www.thetimes.co.uk/article/hooded-men-torture-row-harms-hopes-of-northern-ireland-political-deal-rc92ztjjw>

États-Unis. Comparant les données rassemblées en 2015 par le *Guardian* sur les assassinats de policiers avec des données dans le Système national de statistiques de l'état civil (NVSS) maintenu par les Centres pour le Contrôle des Maladies et la Prévention des États-Unis, les chercheurs ont découvert « que le NVSS a mal classifié 55,2% des meurtres de policiers, avec des erreurs survenant de manière disproportionnée dans les juridictions à faible revenu. » https://www.theguardian.com/us-news/2017/oct/11/police-killings-counted-harvard-study?utm_source=esp&utm_medium=Email&utm_campaign=GU+Today+USA+-+Collections+2017&utm_term=247529&subid=22849866&CMP=GT_US_collection

Selon une nouvelle étude publiée par *Reuters*, « moins d'un hôpital américain sur trois peut trouver, envoyer et recevoir des dossiers médicaux électroniques pour les patients qui reçoivent des soins ailleurs ». http://www.reuters.com/article/us-health-medicalrecords-sharing/few-u-s-hospitals-can-fully-share-electronic-medical-records-idUSKCN1C72UV?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=4873271e8d-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-4873271e8d-149736437

Vingt-sept organisations non-gouvernementales, dont la Société des Archivistes Américains, ont envoyé une lettre au Département de la Sécurité Intérieure des États-Unis pour protester contre sa décision de « stocker les informations sur les médias sociaux dans Alien Files » (ce qui inclut les archives officielles du visa d'un individu ainsi que celles relatives à leur histoire migratoire). » Les fichiers Alien sont conservés indéfiniment, même après que la personne est devenue citoyenne. Les groupes disent que la rétention des messages sur les médias sociaux « va freiner la liberté de parole et d'association, inviter les abus en échange de peu de bénéfices pour la sécurité, et réduira les citoyens naturalisés à la citoyenneté de seconde classe ». https://www2.archivists.org/sites/all/files/Coalition%20Letter%20Opposing%20DHS%20Social%20Media%20Retention_.pdf

Une étude publiée dans les *Annals of Internal Medicine* a utilisé « les taux de décès liés aux armes à feu, les visites aux urgences et les hospitalisations » en Californie pour déterminer si les ventes aux salons d'armes à feu sont associées à des augmentations à court terme des blessures causées par des armes à feu locales. La Californie a « une des lois les plus restrictives sur les armes à feu dans le pays, y compris un ensemble de lois régissant les expositions d'armes à feu, » et les chercheurs ont constaté peu d'impact sur les ventes d'armes à feu en Californie. Cependant, les salons d'armes à feu dans le Nevada voisin, sans aucune restriction sur les ventes, ont entraîné une augmentation des blessures par balle à travers la frontière en Californie. <http://annals.org/aim/article/2659346/state-interstate-associations-between-gun-shows-firearm-deaths-injuries-quasi>

Conférence, publications.

Data Justice: Une conférence internationale explorant la recherche et les pratiques de la justice sociale à l'ère de la datafication" aura lieu du 21 au 22 mai 2018 à l'Université de Cardiff, Cardiff, Royaume-Uni.: [Data Justice 2018](#)

La date limite pour la soumission des résumés est le 27 novembre:
<https://easychair.org/conferences/?conf=dj2018>

disClosure: Un journal de la théorie sociale est à la recherche de soumissions (manuscrits, critiques de livres et illustrations) pour le 27^e volume de la revue sur le thème des «Archives, largement conceptualisées. Nous recherchons des sujets qui incluent, mais ne sont pas limités à, mémoire-travail, institutions de mémoire, (post) colonialisme et archives, race et archives, archives queer, pratiques d'archives, archives et émotion, entre autres "La date limite pour les soumissions est le 1er décembre: disclosurejournal@gmail.com<<mailto:disclosurejournal@gmail.com>>.

Bonne lecture. Travailler en Australie pour préserver les langues autochtones:
<https://pursuit.unimelb.edu.au/articles/preserving-precious-indigenous-languages>

« Tué pour leurs os: Sur la piste du commerce des parties du corps humain" au Malawi »
https://interactive.aljazeera.com/aje/2017/malawi-killed-for-their-bones/index.html?utm_source=A1+Jazeera+English+Newsletter+%7C+Weekly&utm_campaign=02a11925b7-EMAIL_CAMPAIGN_2017_08_13&utm_medium=email&utm_term=0_e427298a68-02a11925b7-225638537

Article de blog des Archives nationales du Royaume-Uni sur les archives du Comité interdépartemental de l'avortement de 1937: <http://blog.nationalarchives.gov.uk/blog/inter-departmental-committee-abortion/>

« Comment les archives de la Stasi traitent les informations potentiellement incriminantes », y compris certaines comparaisons avec les pratiques d'autres pays: <https://www.timeshighereducation.com/features/how-stasi-archive-handles-potentially-incriminating-information#survey-answer> «

Contrôle de l'information dans toute l'histoire de la Turquie, y compris la destruction et la fermeture des archives: <https://philosproject.org/turkey-uncensored-printing-press-state-archives-wikipedia-history-censorship-bans/>

Un ancien officier de la CIA conservant des documents relatifs à la mort de Che Guevara et leur vente à un vendeur de livres privé: <https://www.thenation.com/article/the-death-of-che-guevara-declassified/>

S'il vous plaît partager des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner à la lettre d'information, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cette URL: http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin sont en ligne à :

http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

(Traduction française : Rémi Dubuisson)

**HRWG Workshop (Mexico City, November 29 and 30)
Workshop del Grupo de Trabajo de Archivos y Derechos Humanos
(Ciudad de México, 29-30 Nov. 2017)**

*Human Rights and Archives in Latin America
Derechos Humanos y Archivos en Latinoamerica*

Registration form / Planilla de registro

Name/ Nombre:

Family name/ Apellido:

E-mail/correo electronico:

- archivist / archivista. Please, tell us which archival institution you work for / Por favor, indique el Archivo donde trabaja.....
- Student/ estudiante
- free-lance archivist / archivista independiente
- other / otro (please, explain/ por favor, aclare)

In which sessions do you want to participate? / ¿En qué sesiones desea participar?

- Session 1: *The Universal Declaration of Human Rights and the archives. A broad closing look at the many types of archives that can be used to protect and advance human rights.*

Sesión 1: La Declaración Universal de Derechos Humanos y los archivos. Ampliando la mirada sobre los diferentes tipos de archivos que pueden ser utilizados para la protección y el cumplimiento de los derechos humanos.

Trudy Huskamp Peterson, discussion leader / coordinadora de la discusión

(November 29 2017, from 9:00 to 10.00 at the ICA Conference venue / 29 de noviembre, de 9:00 a 10.00 hs, espacio Conferencia ICA)

- Session 2: *The records of business as evidence of human rights violations.*

Sesión 2: *Los archivos empresariales como evidencia de violaciones de derechos humanos.*

Lilian Lizbeth Barrientos Hernández and Antonio González Quintana, discussion leaders / coordinadores de la discusión

(November 29 2017, from 10:15 to 12.30 at the ICA Conference venue / 29 de noviembre, de 10:15 a 12.30 hs, espacio Conferencia ICA)

- Session 3: *The records of Latin American dictatorships and civil wars: the status today*

Sesión 3: *Archivos vinculados a las dictaduras latinoamericanas y las guerras civiles: su situación hoy*

Vitor Fonseca, Mariana Nazar, discussion leaders / coordinadores de la discusión

- Session 4: *The “Basic Principles on the Role of Archivists and Records Managers in Support of Human Rights.”*

Sesión 4: *Los “Principios básicos sobre el papel de los archiveros en la defensa de los Derechos Humanos”*

Giulia Barrera and Hans von Ruetten, discussion leaders / coordinadores de la discusión

The sessions 3 and 4 will be held at the at the Spanish Cultural Centre from 9:00 to 15:30 / Las sesiones 3 y 4 serán realizadas en el Centro Cultural de España en México, de 9:00 a 15:30 hs (Guatemala 18- Donceles 97 Colonia Centro Delegación Cuauhtémoc)

The Spanish Cultural Center is in the historic center of Mexico City, next to the cathedral. Metro stations: Zócalo y Allende. Línea 2.

El Centro Cultural de España en el Centro Histórico de la Ciudad de México, justo a espaldas de la Catedral Metropolitana, Metro: estaciones Zócalo y Allende. Línea 2

PLEASE RETURN THIS FORM TO / POR FAVOR, ENVÍE ESTA PLANILLA A:
hvr@wcc-coe.org (Hans von Ruetten)